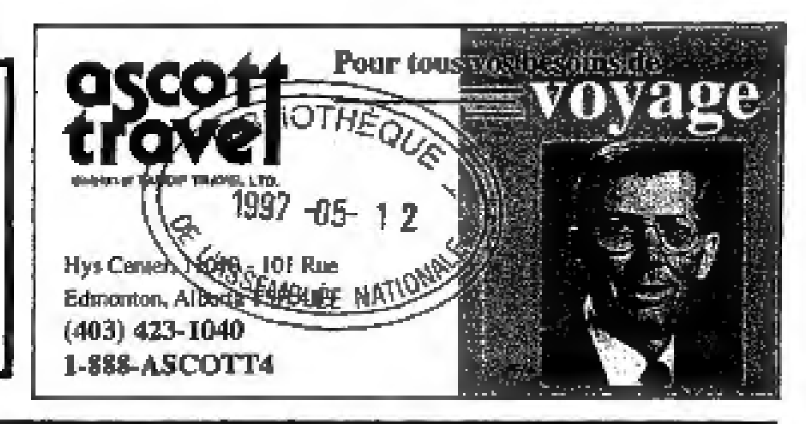
Depuis 1928, le seul hebdomadaire de langue française en Alberta

Le Franco



Vol. 31 no 18 Edmonton, semaine du 2 au 8 mai 1997 12 pages 60c

Comité de développement économique

Étude sur le potentiel des attraits touristiques

PATRICIA HÉLIE

EDMONTON — **Le gouvernement fédéral, par l'entremise de Développement économique de l'Ouest (DEO), accorde 68 250 $ au Comité de développement économique de l'ACFA pour son projet du tourisme axé sur le patrimoine francophone.**

C'est ce qu'a annoncé le secrétaire d'État de DEO, M. Jon Gerrard, par voie de communiqué le 24 avril dernier. Le programme fait partie de l'initiative stratégique de DEO pour les corridors touristiques de l'Ouest et consiste à y faire l'inventaire des produits et services touristiques francophones ainsi qu'à effectuer une étude sur le potentiel de ses attraits touristiques.

Pour Pierre Brault, président du comité de développement économique, cette annonce entame la deuxième étape d'un plan triennal présenté en 1996. La première étape était de s'assurer une représentation dans le Guide Ulysse, paru à l'automne 1996. La seconde est la réalisation de l'étude et la dernière sera de se donner des outils de marketing pour annoncer ces attraits touristiques.

«Même si on parle de répertorier, l'inventaire est déjà fait. On veut maintenant faire des études de cas là où c'est susceptible d'être intéressant pour le développement du tourisme en français.»

«Ce qui est intéressant à considérer, c'est que l'étude qui était initialement prévue pour l'Alberta s'étend aux trois autres provinces de l'Ouest, poursuit M. Brault. C'est en cinq étapes, et la cinquième étape est une journée et demie d'ateliers avec des intervenants qui sont là depuis le début pour voir comment on peut appliquer cette étude dans toutes les provinces de l'Ouest. On veut éventuellement en arriver à un travail commun au niveau du marketing. Au lieu de développer chacun notre système de marketing, on va mettre ça en commun et c'est ce qui va aider à établir le corridor francophone. Le Français ou le Belge qui viendra au Canada et qui sera intéressé à visiter l'Ouest, pourra partir de St-Boniface et se rendre à Vancouver en suivant un corridor bien spécifique où il rencontrera des francophones, où il pourra visiter des endroits qui vont lui donner différentes facettes de l'histoire de la francophonie de l'Ouest. Ce qui est important, c'est que c'est un moyen très efficace pour faire du développement économique. C'est générateur de création d'emplois, ça aide au développement de commerces déjà existants, etc. Dans la région de Rivière-la-Paix, les gens pourraient faire du tourisme agricole, visiter différentes sortes de fermes (apiculture, agriculture, industrie laitière), comme ailleurs ça peut être autre chose qui reflète l'histoire des francophones.»

Pour M. Gerrard, il est prouvé que le tourisme d'orientation francophone est productif de recette et suscite l'engouement. «En développant des produits viables et en les commercialisant adroitement, ces centres d'intérêt créeront des emplois et auront une incidence favorable sur l'industrie touristique dans l'Ouest canadien».

L'étude devrait se poursuivre jusqu'en septembre. Ensuite, selon les recommandations, le comité pourra mettre les choses en marche. «Nous travaillons avec le même spécialiste qui a fait l'inventaire des attraits touristiques en Alberta, explique encore M. Brault. Il connait déjà l'inventaire et sait ce que ça prend pour l'améliorer. Il connait bien le processus et pourra faire des recommandations assez spécifiques sur des choses qui ont du potentiel à être exploitées à court terme pour pouvoir partir la roue. Quand on parle d'attraits touristiques, ce n'est pas seulement des choses physiques. Ça peut être un festival comme la Fête franco-albertaine.»

«Ensuite, il va s'agir de trouver des moyens pour faire le marketing. De plus en plus, les touristes européens recherchent des choses bien spécifiques comme l'agriculture. Il y en a qui vont être intéressés à la faune et la flore, d'autres s'intéressent au cyclotourisme.»

M. Brault est heureux de la participation de DEO au projet. «C'est une nouvelle dynamique et je suis content de voir qu'un ministère comme Développement économique de l'Ouest a embarqué dans le jeu. C'est bon parce que ça confirme que le gouvernement fédéral est intéressé au développement économique de la communauté francophone. Il y aura éventuellement d'autres occasions pour que le gouvernement fédéral prouve plus profondément sa prise de position.»

Fort McMurray

Un 4 à 7 pour la Fête franco

FRANÇOIS PAGEAU

FORT McMURRAY — **Un premier «Mix and Mingle» a permis à une foule de personnes impliquées dans l'organisation de la Fête franco-albertaine d'échanger avec des commanditaires, des personnalités du monde municipal et le public de Fort McMurray le 24 avril dernier, dans les locaux de la régionale.**

Puisque la préparation de la Fête nécessite le travail de 16 comités et d'un grand nombre de commanditaires, il est agréable de pouvoir réunir tout

suite en page 2...



Photo: François Pageau

Mireille Arsenault, Thérèse Beaudoin et Anne Arsenault... Trois bénévoles de la Fête franco-albertaine provenant de trois générations différentes mais d'une même famille.

Cette semaine...

Courrier de deuxième classe
Enregistrement 1881

Le P'tit Franco fait relâche, de retour dans deux semaines

Conspiration? Les anglophones veulent-ils éliminer le français du Canada?

Comment un Franco-Ontarien devient député bloquiste à Ottawa

OTTAWA (APF) — **Pour comprendre comment un Franco-Ontarien en vient un jour à déménager au Québec, pour ensuite revenir en Ontario avec le titre de député bloquiste de la circonscription fédérale de Québec-Est, il faut remonter à l'enfance.**

L'enfance de Jean-Paul Marchand a été marquée par la lutte que livrait sa famille pour la survie de la langue française à Penetanguishene. Un événement en particulier a secoué le jeune Marchand: «Je me souviens de l'émeute dans les marches de l'église». L'émeute? C'était à la fin des années 1950. L'Eglise catholique irlandaise de Toronto avait dépêché à Penetang un curé d'origine basque, avec pour mission de favoriser l'anglicisation des francophones. A cette époque, se rappelle Jean-Paul Marchand, la francophonie était encore bien vivante dans cette communauté située à une centaine de kilomètres de Toronto, sur les bords de la baie Géorgienne.

«Il prêchait à la chaire les vertus de l'anglicisation. Il forçait les jeunes à se confesser en anglais. Un jour, c'est allé trop loin.» Ce jour-là, les francophones ont dit qu'ils en avaient assez de leur curé. Il y a eu émeute. La mairesse, anglophone, a alors demandé aux pompiers d'arroser les manifestants. Cette scène a marqué le jeune Marchand: «Ça m'avait beaucoup impressionné.»

Puisqu'il n'y avait pas encore d'écoles secondaires de langue française en Ontario, il a été obligé d'étudier dans un collège privé à Cornwall, où il a été pensionnaire. Il avait alors 12 ans: «C'était un voyage d'une journée. Je ne voyais pas mes parents, sauf à Noël et l'été. Je pensionnais là comme d'autres en Ontario qui devaient aller si loin pour apprendre le français.»

Adulte, il y a participé à la fameuse bataille pour l'école secondaire francophone de Penetang à la fin des années 1970. Il a d'abord enseigné à l'école «illégale» La Huronie, et a assisté ensuite à la création de l'école «légale» Le Caron. Aujourd'hui, dit-il avec une pointe d'amertume dans la voix, «tout se passe en anglais» dans cette école.

Lorsqu'il a quitté l'Ontario pour le Québec, personne dans la parenté et chez ses amis ne lui en a fait le reproche. Personne ne lui a reproché non plus son choix politique: «Ils comprennent ce que je suis en train de faire. Ils ne me considèrent certainement pas comme un traître.»

C'est pour se libérer d'une frustration accumulée qu'il a rédigé son livre: *Conspiration? Les anglophones veulent-ils éliminer le français au Canada?* «C'est vrai, parce que dans le fond, le Canada aurait pu fonctionner s'il y avait eu plus de bonne volonté de la part des anglophones.»

Les anglophones, dit-il, ont «délibérément voulu tout faire pour empêcher les francophones de se manifester au Canada.» Au fait, y-a-t-il eu conspiration pour anéantir le fait français au Canada? Certainement au début de la Confédération, dit-il: «c'était un projet politique, une affaire d'Etat.» Il se défend bien d'être anglophobe.

«Si un Noir écrit un livre sur le racisme des Blancs, est-ce que ça le rend raciste? J'ai écrit un livre pour dénoncer les injustices systématiques et historiques de façon claire et précise. Je dénonce, ça ne me rends pas anglophobe. Je respecte autant les anglophones que les francophones. Il y a des francophones que je ne peux pas digérer, il y a des anglophones que j'adore. Je suis normal comme tout le monde.»

Il maintient que les Anglo-Québécois se plaignent pour rien. Tant mieux, dit-il, s'ils bénéficient de nombreux acquis. Mais Jean-Paul Marchand ne pense pas qu'ils forment une minorité.

«Ils se disent une minorité. Ils se mettent sur un pied d'égalité avec la vraie minorité. C'est faux. C'est hypocrite. Il n'y a aucun droit fondamental qui est violé au Québec.» Selon lui, les Anglo-Québécois se donnent pour mission de noircir la réputation du Québec à l'étranger. «Cette lutte verbale, très négative et agressante contre le Québec est injustifiée par rapport à ce qu'ils ont.»

Jean-Paul Marchand a beaucoup de respect pour tous les francophones qui continuent à combattre pour le fait français au Canada: «Ils manifestent beaucoup de courage. Ce sont ces gens-là qui ont fait que la situation n'est pas pire qu'elle est actuellement.» Car, dit-il, que le gouvernement fédéral et les provinces n'ont jamais fait de cadeau aux francophones.

Contrairement à la vaste majorité des souverainistes québécois, Jean-Paul Marchand suit toujours avec intérêt et passion les batailles linguistiques des communautés francophones et acadiennes. Il était parmi les quelque 150 marcheurs qui ont réclamé l'automne dernier l'affichage commercial bilingue à Ottawa. Il était encore là lors de la grande marche en faveur du seul hôpital francophone de l'Ontario, qui a attiré 1 000 personnes dans les rues de la capitale.

Le député bloquiste est toutefois convaincu que la survie de la culture française en Amérique du Nord passe par la souveraineté du Québec.

Les francophones l'ont échappé belle!

Les consommateurs ne perdront pas leurs canaux spécialisés

OTTAWA (APF) — **Un projet de loi d'initiative parlementaire qui aurait pu limiter très sérieusement l'accès à des canaux spécialisés francophones au pays, est mort à la Chambre des communes grâce à l'opposition du Bloc québécois.**

Le projet de loi C-216 du député libéral Roger Gallaway avait pour but d'interdire aux câblodistributeurs la facturation par défaut, et de laisser aux consommateurs le droit de décider s'ils veulent ou non des canaux spécialisés. La facturation par défaut consiste à distribuer un service non obligatoire sans l'approbation de l'abonné. Il s'agit d'une technique de marketing qui remet au consommateur la responsabilité d'indiquer qu'il ne veut pas obtenir le service.

Le député Gallaway voulait ainsi répondre à la révolte de nombreux consommateurs au Canada anglais qui avaient perdu en janvier 1995 les canaux qu'ils appréciaient le plus, au profit de six nouveaux canaux spécialisés de langue anglaise, cela sans jamais avoir été consultés par le câblodistributeur Rogers.

Puisque l'intention était noble, le projet de loi a été adopté à la Chambre des communes le 23 septembre 1996. Flairant sans doute le danger, des députés libéraux francophones de l'extérieur du Québec avaient cependant voté contre le projet de leur collègue. Absente au moment du vote, la ministre du Patrimoine, Sheila Coops, donnait l'impression de ne pas savoir sur quel pied danser dans ce dossier.

Il est très vite apparu que la nouvelle loi avait aussi pour effet inattendu d'empêcher la mise en ondes de tout nouveau service spécialisé francophone au Québec, et surtout au Canada français. Rien en effet n'aurait alors empêché des consommateurs anglophones d'interdire à leur câblodistributeur de distribuer de nouveaux canaux spécialisés francophones.

Le projet de loi, devenu soudainement controversé et potentiellement explosif, a traîné au Sénat pendant des mois. La Fédération des communautés francophones et acadienne s'est vivement opposée au projet de loi C-216. La majorité anglophone, disait en substance la FCFA, refusera dorénavant de payer pour des canaux francophones. Pour des raisons strictement commerciales, les entreprises de câblodistribution étaient déterminées à lutter contre le projet de loi, tout comme les propriétaires de quatre nouveaux canaux spécialisés francophones qui seront bientôt disponibles au Québec.

Un amendement adopté par le Sénat aurait permis aux canaux spécialisés francophones, reconnus «d'intérêt national» par le CRTC, d'être distribués partout au pays sans l'approbation tacite des consommateurs. Ce compromis semblait satisfaire tout le monde, même la FCFA.

La procédure parlementaire prévoit qu'un projet de loi amendé au Sénat doit retourner à nouveau à la Chambre des communes pour son adoption définitive. En tant que projet de loi d'initiative parlementaire, le C-216 n'avait droit qu'à une heure de débat. Disant vouloir défendre les intérêts du Québec et des minorités francophones, le Bloc québécois a débattu de la question pendant toute l'heure réservée aux affaires émanant des députés, empêchant ainsi la tenue d'un vote et tuant du même coup le projet de loi du député Gallaway.

... (4 à 7) suite de la page 1

ce monde pour partager l'enthousiasme que l'événement suscite dans cette ville du nord albertain. Pour l'occasion le conseil d'administration de la Fête, dont les membres proviennent de partout en province et représentent divers organismes partenaires, se sont rendus à Fort McMurray et en ont profité pour tenir une réunion.

Joël Lavoie, agent de développement de la régionale, a souhaité la bienvenue à tous les invités avant de céder la parole à Monique Boily, co-présidente du comité de la fête, et Eve Shapka, responsable du volet enfant de la Fête. Ces dernières ont dévoilé le dépliant bilingue qui présente les activités et les spectacles confirmés jusqu'ici. Elles ont ensuite présenté la plupart des bénévoles siégeant aux divers comités ainsi que les employés de la Fête.

Cette année, le groupe invité du Québec est constitué de joyeux lurons qui ont pour nom les Frères à ch'val. Du country au reggae en passant par le pop, ils offrent une musique divertissante et humoristique. En plus de ce groupe, une soirée entièrement de chez nous offrira la musique des Barbares, de Intellibandzia et d'un orchestre maison.

Des activités sportives sont aussi prévues: golf, patinage libre, volley-ball soccer et tournoi de balle molle. Une salle d'exposition offrira des oeuvres d'art à l'admiration de tous et une boîte à chanson communautaire. Les enfants ne sont pas oubliés: une foule d'activités et de spectacles leur seront offerts.

La plupart des activités auront lieu au parc MacDonald Island, tout près du centre-ville de Fort McMurray. Et puisque l'industrie pétrolière fait vivre la région, des visites guidées des sables bitumineux seront offertes à prix compétitifs.

Des repas communautaires sont prévus tout au long de la fin de semaine et aussi...Une cabane à sucre!!! La Fête franco-albertaine se déroulera du 27 juin au premier juillet 1997. Et, comme nous le promettent les organisateurs à Fort McMurray, ça baignera dans l'huile!

Radio communautaire de Rivière-la-Paix

Démission à CKRP

PATRICIA HÉLIE

FALHER — Ça brasse à Falher! Il y a quelques semaines, la radio communautaire de Rivière-la-Paix, CKRP, affichait un poste d'animateur pour son émission du matin. Mario Cyr, l'animateur du matin, a remis sa démission à la suite d'une série de conflits au sein de la radio.

«Le conseil d'administration de la radio, le directeur général de la radio (Denis Desgagné) et moi, on a eu des différences de vision par rapport à la radio communautaire, explique Mario Cyr. Pour moi, une radio communautaire est une radio qui se doit de remplir son mandat communautaire, qui se doit d'être là pour la communauté mais sans tomber dans le communautaire "François Pérusse". Un moment donné, quand tu ne pousses pas dans le même sens, ça fini par accrocher quelque part.»

Denis Desgagné confirme qu'il y a bel et bien un conflit entre Mario Cyr et le comité de la radio mais nie catégoriquement avoir un conflit personnel avec son animateur. «Je ne peux pas dire qu'il y a un conflit entre Denis Desgagné et Mario Cyr. Il y a peut-être un conflit entre Mario Cyr avec sa vision de la radio communautaire et le comité de la radio. Ce que le conseil d'administration demande pour ce poste, c'est quelqu'un qui n'a pas une animation d'une radio privée, c'est-à-dire vendre ta radio. La radio communautaire, c'est pour la communauté. Tu dois aller chercher des gens de la communauté pour y participer. C'est de l'animation communautaire. On anime la vie communautaire, ce n'est pas une radio commerciale ou une radio d'État, c'est complètement différent. C'est trois visions différentes. Mais ce n'est sûrement pas entre Denis Desgagné et Mario Cyr qu'il y a un conflit, ça c'est garanti.»

Mais Mario Cyr ne l'entend pas de la même façon. «C'est vraiment avec Denis Desgagné, le directeur général de la radio, que j'ai des conflits. La goutte qui a fait déborder le vase a été à propos des nouvelles. C'est moi qui m'occupait du service des nouvelles et, un moment donné, il y a eu une grosse réflexion qui a été faite sur les nouvelles sans qu'on me pose aucune question. Pas que je voulais leur dire quoi faire, mais s'ils se posaient des questions sur les nouvelles je pouvais leur dire pourquoi c'était comme ça et leur expliquer mes choix puisque c'était moi qui les faisait. On ne m'a posé aucune question et on m'a dit que ce n'était pas de mes affaires.»

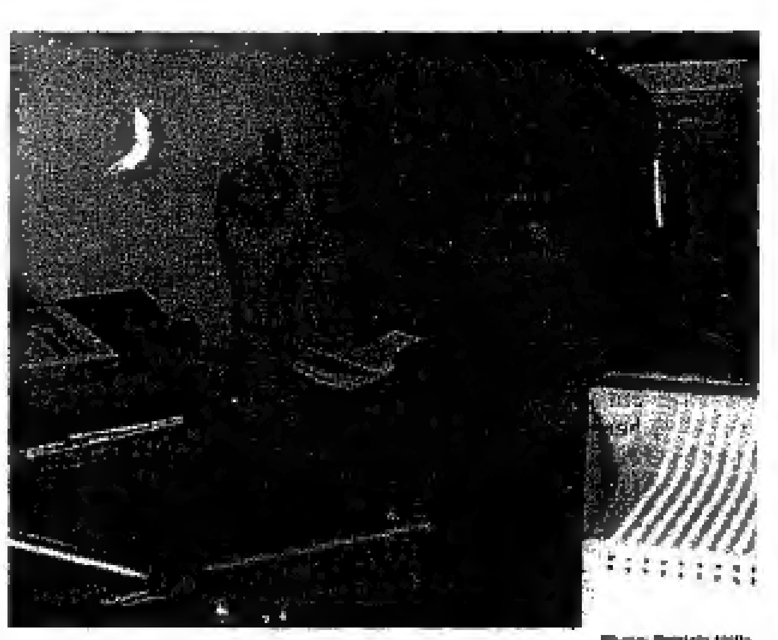


Photo: Patricia Hélie

À la mi-novembre 1996, Mario Cyr, effectuait la mise en ondes officielle de la radio communautaire de Rivière-la-Paix.

«De fil en aiguille, il y a eu des nouvelles qui ont provoqué des réactions chez les auditeurs, ce qui, je crois, est normal. Deux personnes qui ont des opinions différentes et qui le disent en ondes, pour eux, ça ne se fait pas, ce n'est pas l'image qu'ils veulent projeter. Ils veulent une image de développement, ce avec quoi je suis d'accord, mais de la nouvelle, ça reste quand même de la nouvelle. Quand Denis Desgagné est arrivé comme directeur, il est arrivé en disant que c'est à sa façon qu'on fonctionnerait. Quand j'ai dit que si je n'était pas consulté lors des discussions sur le services des nouvelles je ne ferait plus les nouvelles, personne n'a aimé ça. Denis est donc arrivé en me proposant un contrat et en disant que c'était ça ou rien. J'ai remis ma démission quelques jours plus tard.»

«C'est la goutte qui a fait déborder le vase, mais il y a plein de choses autour de ça, y compris l'ACFA. Je trouve que la vision est un peu trop dogmatique, alors je fais comme tant d'autres ont fait: je me pousse.»

De son côté, M. Desgagné mentionne que lors de son embauche comme directeur général, son mandat était de redresser la situation de la radio et de remettre le cap à la bonne place. «Il y avait de gros manque, comme Mario qui n'avait pas encore de contrat. On lui a donc organisé un contrat en fonction de ce qui se faisait ailleurs.»

Quand on demande à Mario Cyr si les choses changeront avec l'arrivée d'un nouvel animateur, il répond que ça dépend de bien des choses. «Ça dépend du prochain directeur général. Ça dépend de l'animateur aussi parce qu'il faut bien l'avouer, je suis impulsif et j'ai été sec avec eux. Il y a des torts des deux côtés.»

Malgré qu'il soit un peu déçu de partir si tôt de la région de Rivière-la-Paix, Mario quitte CKRP en faisant un pied de nez à ses anciens patrons puisqu'il a obtenu deux semaines d'essai à CHFA, la radio française de Radio-Canada. S'il passe le test, il devrait passer l'été à Edmonton afin de remplacer les vacances d'un peu tout le monde.

Quant à la vision qui sera adoptée à CKRP, il faudra attendre que les deux postes, celui d'animateur et celui de directeur général, soient comblés.

Association de loisirs pour aveugles

Pour s'épanouir et s'amuser

PATRICIA HÉLIE

EDMONTON — **Vous avez un fils de huit ans. Aujourd'hui, vous apprenez qu'il sera aveugle d'ici quelques mois. Que faites-vous? Est-ce que vous le gardez à vos côtés pour le couver ou vous l'inscrivez à des d'activités sportives pour lui prouver que la vie ne s'arrête pas à ses yeux?**

C'est le dilemme auquel doivent faire face un grand nombre de parents à chaque jour puisqu'on estime qu'environ 3000 Albertains souffrent de cécité ou ont une capacité visuelle de moins de 10%. Pour ces gens, *The Alberta Sports & Recreation Association for The Blind* (ASRAB), peut être une solution à l'ennui. ASRAB est une association à but non-lucratif qui a pour but de donner aux personnes aveugles ou partiellement aveugles l'opportunité de s'intégrer dans les sports et loisirs.

L'association compte 475 membres, nombre qui pourrait être beaucoup plus élevé si l'organisme était mieux connu. «Pour les enfants, il s'agit d'informer les parents que le service existe mais aussi de les convaincre que c'est bon pour leur enfant et que ce n'est pas dangereux, explique Mme Ginette Traversy, bénévole chez ASRAB. La plupart des parents croient que leur enfant ne peut pas faire telle ou telle chose parce que c'est trop dangereux. D'autres disent qu'ils préfèrent les avoir près d'eux. Mais ça épanoui les enfants de participer à des activités comme les nôtres. Ceux qu'on a se sont beaucoup développés.»

Mme Traversy ajoute qu'une participation aux activité d'ASRAB contribue beaucoup à augmenter l'estime et la confiance en soi chez l'aveugle. «J'ai amené un groupe de l'âge d'or en montagne. On est allés marcher huit kilomètres dans la montagne. Elles n'en revenaient pas et étaient très fières d'elles. Un de nos jeunes est arrivé chez nous à l'âge de dix ans. À ce moment-là, il croyait qu'il ne pouvait rien faire. Aujourd'hui, c'est tout le contraire.»

«Souvent, les jeunes qui deviennent aveugles deviennent aussi agressifs parce que c'est leur seul moyen de défense. Je pense à un en particulier qui frappait tout le monde. Aujourd'hui il n'est plus comme ça, il a beaucoup évolué. Plusieurs se révoltent contre la société. C'est notre job de les aider à se sortir de ça et de les aider à apprécier ce qu'ils ont. Ce n'est pas parce qu'ils sont aveugles que tout est fini, c'est plein de belles choses à faire. Nous on leur dit de foncer, qu'ils sont capables. Quelqu'un pourrait être assis à ta place et faire la même job de journaliste que tu fais et il n'y aurait aucun problème, sauf pour prendre des photos.»

Avec ASRAB, l'accent est très porté sur la sécurité. Les bénévoles qui partent en montagne avec les participants emprunteront des sentiers plus larges et des pistes où il n'y a aucun danger. «Jamais les gens ne vont être en danger. On fait des choses faciles et le ratio de bénévole par aveugle est toujours respecté.»

Par "choses faciles", Mme Traversy veut dire qu'ils vont au théâtre, au musée, au cinéma, jouent au hockey, font du camping, jouent au mini-put, à la pétanque et font également de l'escalade... Toutes des choses très faciles! Mais comment fait-on, quand on est aveugle, pour jouer au hockey?

«C'est là que l'équipe de bénévoles devient très importante, explique Mme Traversy. Au hockey, la rondelle est beaucoup plus grosse qu'une rondelle ordinaire et fait du bruit quand elle se déplace. Les bénévoles disent aux participants où se trouve la rondelle et les guident. Dans les autres sports c'est la même chose. Comme au mini-put on leur dit de placer leurs mains à tant de degré et avec quelle force frapper.

«Quand on fait de l'escalade, les gens capotent, ils se demandent comment ils font pour savoir où mettre leurs mains. C'est juste une technique différente. Quand on les amène au musée, il y a des gens qui expliquent ce que c'est. Quand on va au cinéma on choisi des films qui ne sont pas trop visuels, même chose pour le théâtre.»

Une personne aveugle peut donc faire du ski, de l'escalade et une foule d'autres choses. La différence réside seulement dans le fait qu'ils ne voient pas ce qu'ils font... «Tout ce qui est visuel et qu'on ne peut pas s'imaginer voir, eux le voient différemment. Nous on voit avec nos yeux, eux voient avec leur coeur et avec leurs idées. Parfois on est en montagne et il y en a une qui dit *Ah mon Dieu, on est presque dans le précipice!*. Au début je me demandais comment ils pouvaient dire ça, mais ils le sentent.»

Ginette Traversy s'occupe d'aveugles depuis une vingtaine d'années. Elle a commencé au Québec, en tant que guide privé. Ce qui était d'abord un emploi comme les autres est vite devenu une passion pour elle. «Tout ce qu'il y avait de bénévolat auprès des aveugles m'intéressait beaucoup, se rappelle Mme Traversy. Je me suis donc impliquée auprès de l'association de sports et loisirs pour aveugles qu'il y avait là-bas et, quand je suis arrivée en Alberta, il y a quatre ans, je me suis immédiatement impliquée avec ASRAB.»

Elle est également instructeur de ski pour les personnes handicapées, mais se concentre surtout sur les aveugles. «Il y a tellement de choses à faire!»

Si ça vous intéresse de faire du bénévolat au sein d'ASRAB, l'association est toujours à la recherche de bénévoles, surtout en période estivale puisqu'il y a une multitude de sorties de prévues.

ÉDITORIAL

Entre l'insulte et l'injure

Et c'est parti! Dans le couloir du centre, c'est l'imposant Chrétien qui prend de l'avance, talonné dans le couloir d'extrême droite par Preston Manning qui peut compter sur l'ouest du pays. Entre les deux, Charest déplace de l'air mais pas grand-chose d'autre; tout comme Manning, il a décidé de se concentrer sur l'Ontario. Chrétien demeure en tête, mais la course est serrée pour la seconde place. Un peu à gauche de Chrétien, Duceppe s'appuie entièrement sur le Québec et s'agrippe au titre de chef de l'opposition officielle. Quelque part plus à gauche, traînant de la patte, McDonough et le NPD flottent, presque invisibles et arrivant difficilement à suivre le rythme.

À un jour à peine de la campagne électorale, Chrétien lance un os à la population: le montant en argent des transferts de paiement aux provinces dans le domaine de la santé grimpera de 11 à 12,5 milliards de dollars. Après avoir copié le programme des réformistes, Le chef du Parti libéral copie maintenant celui des conservateurs, qui promettent la même chose.

De son côté, Gilles Duceppe du Bloc reçoit un coup de massue en début de campagne: les libéraux ET les conservateurs grugent l'avance du Bloc au Québec. Incapable de se débrouiller seul, Duceppe se cache derrière Bouchard qui se mêle déjà de la campagne fédérale et démontre sans l'ombre d'un doute qui est le vrai chef du Bloc. Qu'est-ce que ce sera dans 30 jours...

Manning, McDonough et Charest adoptent la même tactique: inviter la population à se méfier des promesses des libéraux, qui ont prouvé à maintes reprises qu'ils ne les honorent pas. Mais c'est un couteau à deux tranchants: si l'électorat se méfie des promesses électorales, il n'accordera pas plus d'importance à celles des conservateurs ou des réformistes qu'à celles des libéraux.

Le grand problème de cette élection, c'est qu'elle n'offre rien aux Canadiens: pas de vision, pas de programme d'avenir, pas de solution au morcellement du pays. Les réformistes à l'ouest, les bloquistes au Québec, les libéraux en Ontario et dans les provinces atlantiques. Aucun des partis en présence ne semble pouvoir offrir une plate-forme nationale qui soit crédible. Le parti de Chrétien n'a pour seuls avantages que l'habitude du pouvoir et un certain talent pour colmater les fissures au fur et à mesure qu'elles se présentent. Et avoir à choisir entre les réformistes et les bloquistes pour assumer le rôle d'opposition officielle, c'est comme avoir à choisir entre une migraine carabinée et une rage de dents. Les enjeux se ramènent donc au niveau local: choisir le meilleur candidat, voter stratégiquement de façon à affaiblir le vote de droite. D'ici là, je m'empresse d'aller chercher quelques bouteilles d'aspirine...

François V. Pageau



COURRIER DU LECTEUR

Un mot sur La Cité

Il m'a fait grand plaisir de lire la récente lettre, au Courrier des lecteurs du *Franco*, de madame Belzil au sujet de la visite qu'elle a faite avec ses élèves à La Cité francophone. Madame Belzil a su exprimer les sentiments que plusieurs gens ont envers ce merveilleux projet. Oui, La Cité est construite et elle est là pour vous accueillir.

Le principe soutenant ce projet se résume comme suit: un endroit où, sous un même toit, on retrouve le culturel, les associations communautaires et les services à la communauté. Ce principe assure la rentabilité du projet tout en fournissant gratuitement aux groupes culturels des locaux hors pair pour répéter et se produire. Les autres locataires, qui payaient des frais de location là où ils étaient avant, paient toujours des frais de location. Mais ces frais servent maintenant à défrayer une partie des coûts d'opération de La Cité et à réduire leur hypothèque. Une fois l'hypothèque payée, la communauté possédera un avoir d'une valeur d'environ 6,5 millions de dollars. À partir de ce moment, les revenus de location pourront appuyer les activités de développement communautaire et culturel francophone de la région et de toute la province. Je dis bien toute la province car La Cité abrite la plupart des associations provinciales francophones: ACFA, FPFA, FJA, FAFA, etc.

Où en sommes-nous rendus au niveau du financement? Cinq millions de dollars des coûts sont déjà payés. Ceci s'est fait par une subvention de 4,5 millions de dollars du gouvernement fédéral et par des dons de 250 individus et groupes totalisant environ 500 mille dollars. 250 seulement! Où est la contribution des autres francophones de la région et de la province? On a peut-être la perception, vu que La Cité est construite et que les locataires y sont installés, que le financement est bouclé. Ce n'est pas le cas!

(...)

On n'a pas besoin d'être mathématicien pour constater que les 250 dons et engagements faits jusqu'à présent se chiffre, en moyenne, à 2000 $ chacun. Ce n'est pas ce qu'on attend de tous et chacun, mais si tous et chacun faisait une contribution, l'hypothèque serait rapidement diminuée, même éliminée.

suite en page 5...

Directeur: François V. Pageau
Adjointe admin.: Micheline Brault
Journaliste: Patricia Hélie
Infographiste: Charles Adam

ODC

Fondation Donatien Frémont, Inc.

OPSCOM
Tél (613) 241-5700

APF

Le Franco est membre de l'APF. Au niveau national, il est représenté par OPSCOM. Le Franco est imprimé par Gazette Press Ltd. de Saint-Albert. Reproduction des textes, en tout ou en partie, est autorisée avec mention de la source. Les clients ont 15 jours après la date de parution pour nous signaler des erreurs. La responsabilité pour toute erreur de notre part dans une annonce se limitera au montant payé pour seulement la partie de l'annonce qui contient l'erreur, si l'erreur est celle du Franco.

Le Franco
#201, 8527 - 91e rue Edmonton (AB) T6C 3N1
téléphone: 465-6581 télécopieur: 465-3647

Correspondants:
Calgary — *Alain Bertrand*
Centralta — *Martin Blanchet*, *Lucienne Brisson*
Fort McMurray — *Joël Lavoie*
Lethbridge — *Mireille Dumt*
Medecine Hat — *Carole Simard*
Red Deer — *Claire Hélie*
Rivière-la-Paix — *Noëlla Fillion*, *Mario Cyr*
Saint-Paul — *Martin Brault*

L'école Citadelle déménage dans l'ancien couvent

PATRICIA HÉLIE

EDMONTON — Après sept années passées dans des locaux appartenant à la municipalité, l'école Citadelle devrait normalement avoir sa propre école pour la rentrée des classes de septembre prochain. C'est ce qui a été décidé au cours de la réunion publique mensuelle du Conseil scolaire du Centre-Nord qui se tenait dans les locaux du Conseil le 21 avril dernier.

En effet, le Conseil scolaire régional du Centre-Nord procédera à l'achat de l'ancien couvent de Legal, aujourd'hui le O'Meara Lodge, au coût de 180 000 $, à la condition que l'école fasse changer le zonage du terrain. Le ministère de l'Éducation a même octroyé 270 000 $ au Conseil afin qu'il puisse procéder aux rénovations critiques de l'établissement. Les élèves entreront donc dans des locaux qui offriront plus du double de superficie dont six salles de classes, une bibliothèque, un laboratoire de sciences, une grande salle et un local pour la maternelle et la prématernelle.

À l'école Citadelle, on ne cache pas sa joie de pouvoir enfin avoir une école. «On va être chez-nous maintenant, lance le directeur de l'école, M. Raymond Tremblay. Depuis le printemps 1995 qu'on tente d'avoir un nouvel emplacement pour l'école. On avait demandé au conseil de faire une demande auprès du ministère pour avoir une bâtisse neuve, ce qui n'a pas été accepté. Le gouvernement nous avait tout de même donné l'argent pour faire quatre portatives. Étant donné que le terrain appartient au village, ça nous prenait une permission pour installer nos portatives et cette permission nous a été refusée parce que le village estimait qu'en installant des portatives nous nous installerions pour les quinze prochaines années. Par contre, ils nous ont dit que si nous voulions construire ailleurs, ils nous aideraient à faire annexer du terrain et faire déclarer des zones scolaires. Alors en 1996, on a appliqué pour une école neuve et on a obtenu la rénovation de l'ancien couvent. Le public est content, tout le monde est content. On a quelque chose de vraiment bien, où il y a de belles possibilités et on est chez-nous maintenant, c'est une grosse différence.»

Red Deer: toujours pas d'école

Du côté de l'école La Prairie de Red Deer, pour qui le bail se termine bientôt, le *School Building Board* a encore reporté sa décision en ce qui concerne l'achat de l'école *South School*. Cette école est en vente au coût de 1, 2 millions de dollars, ce qui représente une somme énorme. La valeur du terrain est à l'origine de ce prix si élevé. «C'est loin d'être fait et le présent bail expire le 15 juillet», a dit M. Henri Lemire, directeur général du Conseil scolaire au cours de la réunion publique du Conseil.

Enfin, comme nous vous l'avions annoncé en avril, le Conseil a décidé d'abolir ses critères relatifs au nombre d'inscriptions que la Société de parents pour l'école publique doit trouver afin de garantir l'ouverture de l'école. Les critères concernant le nombre d'inscriptions provenant de l'extérieur du système scolaire francophone ont également été mis de côté et le Conseil se donne jusqu'au 20 mai pour décider de l'ouverture de l'école. Enfin, l'aile sud de l'école Père-Lacombe a été désignée comme site de la future école.

Le Conseil a vérifié les 62 noms de la liste d'inscriptions potentielles. Seulement 26 inscriptions ont été confirmées alors que 26 autres ont répondu un non catégorique pour diverses raisons comme celle de l'emplacement de l'école qui est, selon eux, trop loin de leur foyer.

Pour Suzanne Sauvé, présidente de la Société de parents pour l'école publique, en désignant l'école Père-Lacombe, qui est dans le nord de la ville, comme site pour l'école, il fallait s'attendre à ces résultats. Plusieurs parents veulent aller reconduire leur enfants à l'école eux-mêmes où ne veulent pas qu'ils passent trop de temps en transport scolaire. La Société devra donc réorienter sa publicité pour aller chercher les jeunes du nord d'Edmonton.

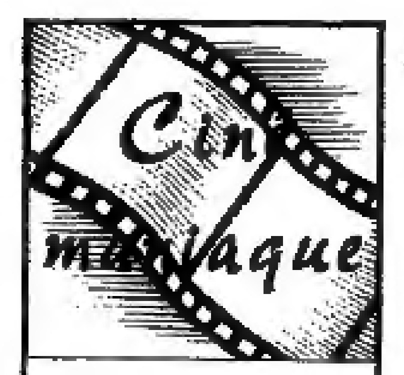
...(lecteur) suite de la page 4

(...)

Pour conclure, je vous encourage tous, en plus de faire un don, à faire la promotion de La Cité, à assister aux activités qui y ont lieu ainsi que de fréquenter les commerces qui s'y trouvent.

Merci!

Gérard Bissonnette
Co-président de la campagne de financement de La Cité francophone



Lone Star

Un morceau d'Americana, une exploration historique et sociale de l'âme texane, façonnée par des siècles de tensions raciales et de confrontations mythiques, dans un récit adroitement enrobée d'une enquête policière et familiale: c'est le type d'oeuvre que John Sayles a voulu offrir avec *Lone Star*, et il réussit avec brio.

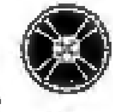
Sam Deeds (Chris Cooper) est le shériff local d'une petite ville frontalière du Texas. À la suite de la découverte d'un squelette de shériff vieux d'une quarantaine d'années, Sam doit enquêter afin de mettre à jour un secret qui plane sur la ville et qui porte ombrage à l'image idéalisée que les citoyens ont de Buddy Deeds (Matthew McConaughey), Sheriff précédent et père de Sam. Tout en menant l'enquête, Sam renoue avec un amour d'adolescence (Elizabeth Peña).

Rarement a-t-on vu au cinéma américain des personnages aussi complexes et attachants, et dont la profondeur n'exclue pas le charme. Les relations entre les Américains, les Noirs et les Mexicains sont approfondies et nous dévoilent les marques parfois subtiles, souvent grossières du racisme ordinaire.

Sam Deeds, c'est un peu l'Amérique qui cherche ses origines, et qui, à force de vouloir faire éclater les secrets au grand jour, dévoilera une vérité qui le dépasse.

Et la mise en scène de John Sayles, tout en demi-teintes, fait se chevaucher le passé et le présent avec bonheur.

Un folm intelligent et qui se range d'emblée parmi les classiques du cinéma contemporain.

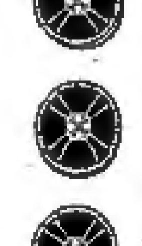


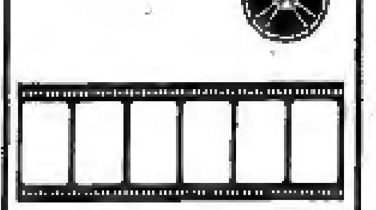


LONE STAR

De John SAYLES avec Chris Cooper, Elizabeth Peña Kris Kristofferson et Matthew McConaughey

5 bobines sur 5





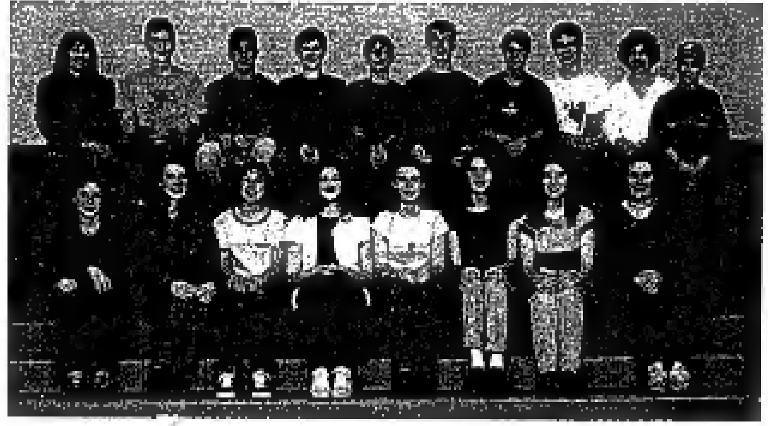


Un groupe d'élèves de retour du Québec

CAROLE SIMARD

MEDICINE HAT — **Le 11 avril dernier, une quinzaine d'élèves de la 9e année de l'école d'Immersion Crescent Height de Medicine Hat ont eu la chance de s'envoler vers le Québec pour un voyage inoubliable de dix jours.**

Chanceux: oui. Mais méritant aussi. Ils ont travaillé très fort pour mériter un tel voyage. Pendant deux ans, ils ont multiplié les activités de financement telles que cueillettes de bouteilles, ventes de garage, tirages et bien d'autres. Un autre groupe d'élèves qui a participé



Les élèves de la 9e année qui sont allés au Québec en avril.

à un échange l'an dernier leur ont aussi donné, gracieusement, la somme considérable de 4000 $ qu'il avait accumulé en surplus.

Le groupe a aussi fait appel aux services du Camp Beauvallon International d'Henryville qui, pour un montant fixe, s'occupait de loger, nourrir, déplacer et guider les élèves lors des visites.

Les visiteurs ont fait escale à Ottawa et Hull où ils ont été voir le Parlement, le Musée des sciences et de la technologie ainsi que le Musée de la civilisation. Les élèves ont ensuite passé quelques jours à Montréal où ils ont eu la chance de se promener en métro, de visiter le stade olympique, le Biodôme, l'Insectarium et le Musée Point-À-Callière (site archéologique). Le groupe a poursuivi sa route jusqu'à Québec où il a été jumelé à un groupe d'élèves d'une polyvalente francophone de Drummondville. Ensemble, ils ont visité le Musée de la civilisation et les chutes Montmorency. Ils ont aussi marché sur les plaines d'Abraham bien que le temps était loin d'être clément.

Les élèves de l'école Crescent Height ont vécu une expérience culturelle et linguistique fort enrichissante. «Ils ont tout simplement été emballés par chacune des activités auxquelles ils ont participés», rapporte Mme Monique Boivin, leur enseignante. Selon elle, ce qui a probablement ému le plus les élèves est le Parlement et les vieilles rues étroites du Vieux Québec. Ils ont également été émerveillés par le Musée des sciences et de la technologie et adoré, bien-sûr, la vie de camp.

Mardi matin, en entrant en classe, on pouvait encore entendre les jeunes voyageurs chanter les airs appris au camp...

École La Vérendrye

Distinction à l'Expo sciences régionale

LETHBRIDGE — **Les représentants de l'école La Vérendrye à la finale régionale d'Expo-sciences sont revenus de l'exposition les mains pleines de belles récompenses.**

Dans la catégorie *biologie* au niveau élémentaire, Mathieu Hanser-Gingras a été le grand gagnant et a remporté la médaille d'or pour son travail sur la carie dentaire. Daniel Gaudet a reçu la médaille de bronze pour son travail sur le développement des sauterelles ainsi que le prix de la *Entomological Society of Alberta* et une mention honorable.

Dans la catégorie *technique* au niveau élémentaire, Tricia Chevalier a décroché la médaille de bronze avec son projet sur l'intensité de la lumière par rapport à la distance. Tricia a aussi reçu le *Ruby Larson Experimental Science Award*, prix remi à un participant qui n'a utilisé que du matériel trouvé à la maison.

De leur côté, Guillaume Laroche et Daniel Hutchings ont reçu chacun une médaille d'or pour leur travail sur la résistance des bactéries. Ce prix a été remi par l'*Alberta Institute of Agrologists/Agrologist Institute of Canada*. Ces derniers ont également reçu une mention honorable dans la catégorie biologie au niveau élémentaire.



De gauche à droite: Guillaume Laroche, Daniel Hutchings, Daniel Gaudet, Mathieu Hanser-Gingras et Tricia Chevalier.

Les spécialistes du perfectionnement professionnel se réunissent

FRANÇOIS PAGEAU

EDMONTON — Les spécialistes du perfectionnement professionnel s'efforcent sans cesse de connaître l'information la plus récente qui peut aider leurs clients à se préparer au monde du travail d'aujourd'hui et a y accéder. Quelque 300 d'entre eux, venant des Prairies et de la Colombie-Britannique, se réuniront au campus du collège communautaire Grant MacEwan, au centre-ville d'Edmonton, du 30 avril au 2 mai prochain, à l'occasion du congrès «L'avenir sur le métier - Troisième consultation annuelle sur le perfectionnement professionnel».

Le congrès a été mis sur pied par *l'Alberta Career Development Action Group*, partenariat englobant des ministères fédéraux et provinciaux, différents établissements d'enseignement post-secondaire, des praticiens du perfectionnement professionnel et des prestataires de services, qui se sont regroupés pour mieux promouvoir le perfectionnement professionnel.

«Le monde du travail est en pleine évolution. Les spécialistes du perfectionnement professionnel doivent solidifier leurs compétences pour aider leurs clients à se trouver du travail dans ce milieu changeant », déclare Bryan Heibert, président de *l'Alberta Career Development Action Group*.

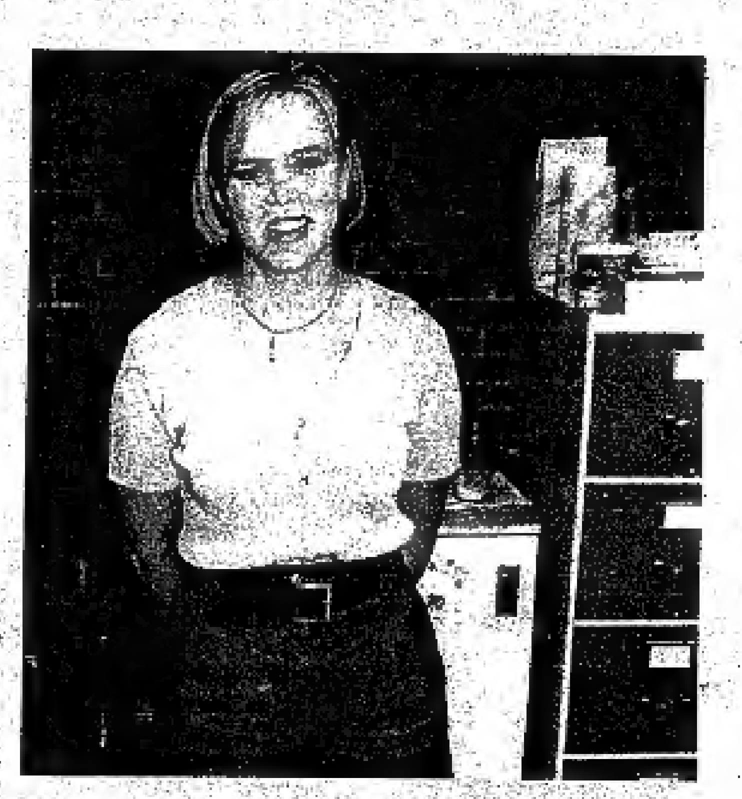
Le succès des consultations précédentes portant sur le thème *L'avenir sur le métier* a attiré des praticiens et des conférenciers de partout en Alberta et d'aussi loin que le Manitoba, l'Ontario et les Territoires du Nord-Ouest.

«Nous sommes enchantés des trois conférenciers qui ouvriront le congrès. Leur présence représente un gage de succès pour cette rencontre», explique M. Hiebert. Eric Newell, président de Syncrude, Anna Miller Tideman, auteure et Roger Goodman, spécialiste en prospective, sont les trois conférenciers invités.

Plusieurs ateliers axés sur la formation professionnelle et des séances pendant lesquelles seront traitées les nouveautés dans le domaine du perfectionnement professionnel sont également au programme du congrès. De plus, une foire de documentation sera organisée pour présenter les publications et les documents les plus récents qui traitent du perfectionnement professionnel.

Rappelons que le gouvernement fédéral a signé des ententes avec plusieurs provinces (Terre-Neuve, Nouveau-Brunswick, Québec, Manitoba et Alberta) qui prévoient le transfert de responsabilités et de fonds dans le domaine de la formation de la main d'oeuvre, ce qui touche directement au domaine du perfectionnement professionnel.

Départ de Patricia Hélie



L'équipe du Franco a le triste devoir d'annoncer le départ de Patricia Hélie, journaliste au Franco depuis la fin juillet 1996. Madame Hélie poursuivra sa carrière en qualité de rédactrice en chef du *Soleil de Colombie*. Bien que son départ nous chagrine, nous lui souhaitons toute la chance possible dans ses nouvelles fonctions et sa nouvelle terre d'adoption. Son enthousiasme et son énergie nous manqueront!

Centre de ressources préscolaires Guy-Lacombe

7 500 $ de la Wild Rose Foundation



Mariette Rainville (directrice générale de la FPFA), Rita Lafrance (conseillère au conseil d'administration), Meryl Davis maman utilisatrice du centre et ses deux enfants, Daniel et Sébastien.

PATRICIA HÉLIE

EDMONTON — La *Wild Rose Foundation*, organisme gouvernemental qui offre du financement aux organismes à but non-lucratif de l'Alberta, a remis plus de 400 000 $ à seize organismes d'Edmonton, dont la Fédération des parents francophones de l'Alberta, le 23 avril dernier.

La Fédération des parents a reçu un chèque au montant de 7 500 $ qui sera remis au Centre de ressources préscolaires Guy-Lacombe. L'argent reçu profitera à la communauté à l'échelle provinciale puisque le centre d'Edmonton alimente les centres régionaux.

Mme Rita Lafrance, conseillère au sein de l'exécutif de la Fédération, et Mme Mariette Rainville, directrice générale, ont reçu le chèque des mains de Mme Shirley McClellan, ministre du Développement communautaire et ministre responsable de la *Wild Rose Foundation*. Rappelons que la *Wild Rose Foundation* est une agence financée par les loteries et créée par le gouvernement de l'Alberta en novembre 1984.

Les Tremblay passent par Falher

SOPHIE CAYOUETTE

FALHER — Environ 350 personnes se sont présentées à la salle des Chevaliers de Colomb de Falher pour la pièce de théâtre *Les Tremblay*, le 12 avril dernier. La pièce de Claude Dorge et Irène Mahé était présentée par le Cercle Molière, qui effectue présentement une tournée dans l'Ouest canadien.

L'histoire des Tremblay est celle d'une famille franco-manitobaine ayant de graves problèmes familiaux. Des parents qui ne pensent qu'à leur carrière, un fils qui se sent délaissé et une grand-mère sympathique qui meurt par manque de compréhension. Au coeur de tout ça, Yolande, la fille des Tremblay, tente de faire comprendre à ses parents que l'important n'est pas d'avoir de l'argent mais plutôt de l'amour. «Le message véhiculé dans la pièce est la communication, explique Mme Janique Lavallée, interprète de Yolande Tremblay. C'est la base de la bonne entente dans une famille et partout où l'on va. Le manque de communication au sein d'une famille est souvent la cause de conflits.»

La première partie pouvait laisser présager quelques conflits familiaux mais celle-ci semblait quand même assez amusante, alors que la deuxième partie fut des plus bouleversante. Les comédiens ont exécuté leur rôle avec brio, démontrant de sérieux problèmes familiaux, comme la violence, la boisson et le suicide.



Une des nombreuses scènes touchantes de la pièce *Les Tremblay* qui sera présentée les 2 et 3 mai au théâtre de La Cité francophone.

OFFRES D'EMPLOIS

Conseil scolaire régional du Centre-Nord N° 4

301, 8527 rue Marie-Anne-Gaboury Edmonton (Alberta) T6C 3N1
Téléphone (403) 468-6440 Télécopieur (403) 440-1631

EST À LA RECHERCHE DE DEUX (2) GÉRANT(E)S DE CONSTRUCTION

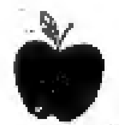
- **pour l'école Maurice-Lavallée à Edmonton**
  420 000$ de rénovations pour les Études professionnels et technologiques, à compléter pour septembre 1997.
- **pour l'école Citadelle à Legal**
  250 000$ de rénovations critiques au O'Meara Lodge, pour accomoder le déménagement des élèves de l'école Citadelle en septembre 1997.

EXIGENCES:

- Doit avoir travaillé à des projets de construction dans les cinq dernières années.
- Doit avoir de l'expérience dans des projets institutionnels d'envergure semblable.
- Doit avoir des habiletés de gestionnaire de construction.
- Connaissance du français et de l'anglais.
- Excellentes habilletés de communication et de travail en équipe.

Prière de soumettre votre candidaure et références **AVANT MIDI, LE 7 MAI 1997:**

Paulette Briand, secrétaire-trésorière
Conseil scolaire régional du Centre-Nord n0 4
301, 8527 rue Marie-Anne-Gaboury
Edmonton (Alberta) T6C 3N1
Téléphone: (403) 468-6440
Télécopieur: (403) 440-1631





Conseil scolaire régional du Centre-Nord n° 4

301, 8527 rue Marie-Anne-Gaboury Edmonton (Alberta) T6C 3N1
Téléphone (403) 468-6440 Télécopieur (403) 440-1631

EST À LA RECHERCHE DE DEUX (2) DIRECTEURS OU DIRECTRICES D'ÉCOLE

- un ou une pour l'école Maurice-Lavallée à Edmonton dont l'enseignement est dispensé en français de la 4e à la 12e année à 440 élèves en majorité de foi catholique.
- un ou une pour l'école publique francophone à Edmonton dont l'ouverture est prévue en septembre 1997 et dont l'enseignement sera dispensé en français à des élèves de la maternelle à la 6e année.

EXIGENCES:

- Doit avoir les habiletés de gestionnaire pour l'administration d'une école à plusieurs niveaux en milieu minoritaire.
- Doit démontrer un rôle de leader pédagogique ainsi que de leader culturel et linguistique.
- Posséder un leadership moral et spirituel requis par les élèves, les enseignants et enseignantes, le personnel de soutien, les parents ainsi que la communauté.

QUALIFICATIONS PROFESSIONNELLES ET AUTRES:

- Excellente connaissance des besoins éducatifs en milieu francophone minoritaire.
- Très bonne connaissance du français et de l'anglais
- Excellentes habiletés de communication et de travail en équipe.
- Expériences pertinentes dans l'enseignement et en administration scolaire.

Prière de soumettre votre candidaure **AVANT MIDI, LE 7 MAI 1997:**

Henri Lemire, directeur général
Conseil scolaire régional du Centre-Nord n° 4
301, 8527 rue Marie-Anne-Gaboury
Edmonton (Alberta) T6C 3N1
Téléphone: (403) 468-6440 Télécopieur: (403) 440-1631

La Société franco-manitobaine

est à la recherche d'un.e

Président.e directeur.trice général.e

La Société, porte-parole officiel de la communauté franco-manitobaine, veille à l'épanouissement de sa communauté et s'assure du plein respect de ses droits. De concert avec ses partenaires, elle planifie et facilite le développement global de sa collectivité et en fait la promotion.

FONCTIONS:

Sous l'autorité du Conseil d'administration, la personne choisie sera responsable:

- de la planification et de la mise en oeuvre des projets et programmes tels que déterminés par le Conseil d'administration et le Conseil exécutif;
- de la gestion humaine, financière et de l'administration générale du bureau;
- d'être le porte-parole officiel principal de l'organisme;
- d'assurer une présence de la SFM dans la communauté, auprès des organismes franco-manitobains et des gouvernements.

COMPÉTENCES

La personne occupant le poste devra:

- posséder un diplôme universitaire en administration, en sciences sociales ou dans une discipline connexe;
- avoir une excellente connaissance parlée et écrite du français et de l'anglais;
- connaître le milieu franco-manitobain et son milieu associatif;
- posséder une expérience dans la gestion des ressources humaines et financières;
- avoir de l'expérience dans le domaine de la négociation et du démarchage politique;
- avoir de l'expérience dans la gestion et la réalisation de projets et de programmes.

Rémunération: selon les compétences.

Toute personne intéressée devra faire parvenir sa candidature **avant le 17 mai 1997** à l'attention de:



Madame Pat Courcelles, présidente
C.P. 101
Succursale Saint-Boniface
Winnipeg (Manitoba)
[illegible]

Intégrité. Qualité. Service par Excellence.

La Compagnie

GE Capital Canada, un des leaders dans le secteur des cartes de crédits corporatives, offre des services de qualité à ses clients et à ses détendeurs de cartes. Nous sommes à la recherche de personnes bilingues (français/anglais) et capables de travailler en équipe à notre bureau d'Edmonton. Vous devez accepter de travailler à n'importe quel moment de la semaine, incluant la soirée et en fin de semaine. (entre 6h00 et 20h00) du lundi au samedi.

Agent de Recouvrements

temps-plein ou temps-partiel (maximum 30 heures/semaine)

À ce titre, vous devrez remplir la tâche de recouvrements des comptes en souffrances, par téléphone avec notre système informatisé. Vous serez également appelé à prendre des décisions relatives à la solvabilité des clients, ainsi que répondre aux demandes de renseignements de nos clients. Les exigences pour cet emploi sont les suivantes:

expérience en recouvrements des comptes, accentué par des compétences supérieurs en communications et en relations interpersonnelles, ainsi que des aptitudes en analyse de données et en justesse de décisions. Vous devez être en mesure de traiter des comptes en souffrance avec confiance, avoir une grande facilité à transiger au téléphone, avoir une bonne connaissance des mathématiques et des micro-ordinateurs.

Préférences: personnes posédant un diplôme universitaire ou collégial, ou en voie de compléter un diplôme d'études post-secondaires.

Les personnes qualifiées peuvent poster leur curriculum vitae avant le 12 mai 1997 à l'adresse suivante:

Attention: Shawn Kenyon
GE Capital Canada
Département des ressources humaines
17203-103 Avenue
Edmonton, Alberta T5S 1J4
ou
Télécopieur: (403) 990-2316

Nous aimerions remercier toutes les personnes pour leur intérêt à ce poste, cependant, seulement les personnes sélectionées pour une entrevue seront contactées.

PETITES ANNONCES

Dans le but de vous offrir un meilleur service Le Franco vous offre une chronique de petites annonces.
Tarifs: 7 $ pour 20 mots ou moins pour 1 semaine; 12 $ pour 20 mots ou moins pour 2 semaines. Plus de 20 mots: 10¢ de plus par mot. Annonces encadrées: ajoutez 3,50 $ pour l'encadrement. **Vous devez calculer 7% de TPS.**
Toutes les petites annonces doivent nous parvenir accompagnées du paiement: chèque ou mandat-poste à notre bureau avant le lundi midi. Aucune annonce ne sera acceptée par téléphone. Toute annulation peut être faite par téléphone en composant le **465-6581** avant le lundi ^ midi. Nous n'acceptons pas les frais d'appel. Faites votre chèque ou mandat-poste à l'ordre de:

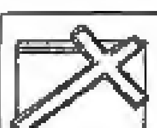
Le Franco, 201, 8527-91e rue, Edmonton (Alberta), T6C 3N1

COOP d'habitation: Le quartier du collège reçoit les applications pour la location d'appartements. SVP communiquer avec Rose-Marie Tremblay au 469-1116 (dec 97)

Gardienne d'enfants francophone (Dans Bonnie Doon). Je serais prête à voyager votre enfant de 4 ans ou plus à l'École Enfantine pour septembre. Réserver dès maintenant. (J'ai déjà 3 enfants de 4 ans) Au plaisir! Maryse 465-3587 (9-5)

Lave-vaisselle encastré à vendre, bonne condition, $50.00. Tél.: 462-8197 (9-5)

Suzanne Lambert-Moquin, maman et gardienne, a une place, à temps plein, disponible à sa garderie privée, le 1er mai, et deux places à temps plein au mois de septembre. Quatre places sont disponibles pendant l'été, du 30 juin au 4 juillet, et du 28 juillet au 29 août seulement. Demeure à côté de l'école Maurice-Lavallée. Ne tardez pas! 440-6105. (9-5)



PRIÈRE AU ST-ESPRIT

Nous désirons informer nos lecteurs que vous pouvez faire publier la **PRIÈRE AU ST-ESPRIT** dans **LE FRANCO**. Vous devez inclure avec votre demande la somme de 21,40$ (TPS comprise). n'oublier pas d'inscrire vos initiales.

LE FRANCO
201, 8527-91e rue
Edmonton (Alberta)
T6C 3N1

Paroisses francophones

Messes du dimanche

EDMONTON

Saint-Thomas d'Aquin
8410-89e rue
Samedi 16h30
Dimanche 9h30 et 11h

Immaculée-Conception
10830 - 96e rue
Dimanche: 10h30

Saint-Albert
Chapelle Connelly-McKinley
9, Muir Drive
Dimanche: 10h

Sainte-Anne
9810 - 165e rue
Dimanche: 10h30

Saint-Joachim
9928 - 110e rue
Vendredi et samedi: 17h
Dimanche: 10h30

Beaumont, Saint-Vital
4905 - 50e rue
Dimanche: 9h30

CALGARY

Sainte-Famille
1719 - 5 rue S.O.
Samedi: 17h
Dimanche: 10h30

LEGAL

Paroisse St-Emile
Dimanche: 9h30

ST-ISIDORE

Paroisse St-Isidore
Dimanche: 11h30

SAINT-PAUL

1er, 3e et 5e samedi à 19h30
Dimanche à 9h30

AVIS-PUBLIC

CANADIEN NATIONAL DISTRICT DES-GRANDES-PLAINES

Avis public est donné par la présente que le CN à l'intention de mettre en application les programmes de contrôle des herbicides suivants sur son emprise ferroviaire dans les provinces de l'Alberta et de la Saskatchewan en 1997 :

1. Élimination de la végétation dans le ballast de la voie ferrée. Cette opération vise à empêcher la dégradation de la voie, faciliter les tournées d'inspection, assurer la sécurité du personnel et minimiser les risques d'incendie et l'accumulation de neige sur la voie. Les produits utilisés seront le bromacil, le diuron, l'imazapyr et le glyphosphate.

2. Élimination des mauvaises herbes et des broussailles le long de l'emprise. Les produits utilisés seront le clopyralid, le dicamba, le picloram, le triclopyr et le 2,4-D.

L'application de ces produits se fera en principe entre mai et septembre. Tous les produits seront appliqués par des entreprises agréées disposant des permis appropriés, dans le respect des règlements fédéraux et provinciaux et selon les recommandations paraissant sur les étiquettes des produits.

Toute personne qui le désire peut, dans les 10 jours suivant la publication du présent avis, faire parvenir des commentaires écrits concernant le programme susmentionné, à l'adresse suivante :

Canadien National
Services techniques et de l'environnement
C.P. 832
Bureau 1400
433, rue Main
Winnipeg (Manitoba)
R3C 2P8

À l'attention de : Don Everitt
Coordonnateur de programme



CANADIEN NATIONAL



OFFICE NATIONAL DE L'ÉNERGIE

Avis public

Projet d'Alliance Pipeline

Appel de commentaires sur la portée de l'évaluation environnementale

Comme suite à une demande préliminaire qu'Alliance Pipeline Ltd. («Alliance») a déposée à la fin de 1996, l'Office national de l'énergie (l'«Office») est en voie d'établir la portée de l'évaluation environnementale («ÉE») qu'il faudra mener, en vertu de la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale, à l'égard de la portion canadienne du projet d'Alliance Pipeline.

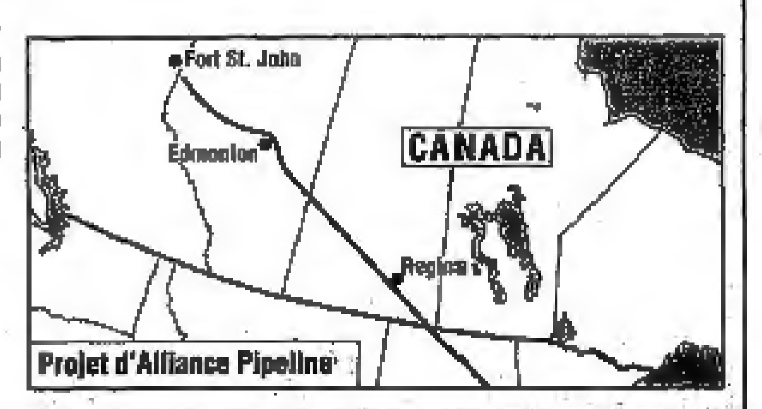
Alliance prévoit déposer une demande aux termes de la Loi sur l'Office national de l'énergie, vers le milieu de 1997, afin de solliciter un certificat d'utilité publique l'autorisant à construire et à exploiter la portion canadienne d'un pipeline de transport de gaz naturel, qui s'étendra du nord-ouest de l'Alberta jusqu'à Chicago, dans l'État d'Illinois. Une fois sa construction terminée à la fin de 1999, le gazoduc aurait une capacité de débit initiale de 37,3 millions de mètres cubes par jour; le coût en capital du projet serait de l'ordre de 3,6 milliards de dollars (CAN). La partie canadienne du projet comprendrait la construction de quelque 1 600 kilomètres de canalisation principale, à 914 mm de diamètre, laquelle canalisation serait jalonnée de huit stations de compression.

Pour le moment, l'Office souhaite obtenir les commentaires du public à l'égard d'un projet de document sur la portée proposée de l'évaluation environnementale que doit compléter Alliance. Le document sur la portée proposée de l'évaluation environnementale a été produit en consultation avec d'autres ministères et organismes fédéraux.

Pour obtenir une trousse d'information renfermant le projet de détermination de la portée de l'évaluation et la documentation connexe, on peut communiquer avec Anne Hames, agente de réglementation, par téléphone, au (403) 299-3987, par télécopieur, au (403) 292-5503, par courrier électronique (Internet) à l'adresse : annehames@neb.gc.ca., ou par la poste, à l'adresse indiquée ci-dessous. Des exemplaires de la trousse sont également disponibles auprès de la bibliothèque de l'Office.

Comme c'est exposé plus en détail dans la trousse d'information, l'exercice de détermination de la portée de l'ÉE consiste à établir la portée du projet, les éléments à évaluer, et la portée de ces éléments. La détermination définitive de la portée de l'évaluation, qui sera faite après examen des commentaires reçus, établira les paramètres généraux de l'évaluation environnementale qu'Alliance doit mener à l'égard de son projet.

Les commentaires écrits sur l'avant-projet de détermination de la portée de l'évaluation environnementale doivent être déposés auprès du secrétaire au plus tard le 16 mai 1997.



M. L. Mantha
Secrétaire intérimaire
Office national de l'énergie
311, 6e Avenue s.-o.
Calgary (Alberta) T2P 3H2
Télécopieur : (403) 292-5503